

CHRONOLOGIE

Quelques faits d'histoire à Saint-Félix-de-Kingsey de 1855 à 2005

Note : À moins d'indication contraire, la date donnée est celle de la réunion du conseil municipal.

- 1855 (28 juill.) : Première réunion à la salle de l'école du village (in the School House in the French Village).
- 1858 (8 févr.) : Le pont de Vendem, près du moulin connu, a besoin de réparation; fut adjugé à Josias Ripley pour \$17.00.
- 1859 (2 mai) : Le pont de la rivière Nicolet est dangereux. Le salaire du secrétaire-trésorier est de 27 livres et 10 shillings courant par année.
- 1866 (10 sept.) : Il fut "enjoint" au secrétaire-trésorier de faire application au GOUVERNEMENT PROVINCIAL pour la part d'argent qui peut revenir à la Municipalité de Kingsey provenant de la tenure seigneuriale.
- 1866 (13 nov.) : Il est ordonné par les présentes que le dit argent de l'indemnité seigneuriale soit appliquée à bâtir un HALL ou MAISON PUBLIQUE.
- 1867 (6 avr.) : Il fut résolu que le secrétaire-trésorier achète des héritières Barlow, l'emplacement Blanchard du Village Canadien.
- 1869 (9 févr.) : Première assemblée à LA SALLE PUBLIQUE DU VILLAGE CANADIEN.
- 1871 (5 mai) : L'indemnité seigneuriale pour 1869-1870 (règlement et résolution) sera utilisée pour bâtir des ponts et construire des chemins.
- 1894 (4 juin) : Il est résolu que la demande de Zoïl Francoeur pour tenir un

- "Hôtel" de tempérance soit accordée.
- 1899 (5 juin) : Il est proposé par Joseph Gagné "secondé" par Orlando C.Shaw que la somme de \$5.00 soit payée comme prime à chaque personne qui abattra un ours dans la Municipalité.
- 1900 (4 juin) : Il est résolu que le compte du Dr Dontagne Desnoyers soit payé \$10.00 (piastres) pour la santé de M.
- 1901 (19 févr.) : La pétition de T.C. Cartier et autres, demandant l'achat d'une charrue à neige (scraper) est acceptée.
- 1902 (10 févr.) : Règlement n° 70 pour pourvoir à la VACCINATION CONTRE LA VARIOLE de toutes les personnes du Canton de Kingsey. À compter de l'entente en vigueur du présent règlement, la vaccination et la revaccination seront obligatoires dans les limites de cette municipalité pour toutes les personnes qui s'y trouvent.
- 1903 (7 déc.) : Il est résolu que le compte de L. Lavergne pour le tracé du grand chemin des comtés de Drummond et Arthabaska entre les Cantons de Kingsey, Wendover et Simpson et Warwick soit payé \$39.59 dollars.
- 1905 (4 oct.) : Il est résolu que le conseil prenne des moyens pour faire interner la femme de M. dans un asile.
- 1906 (31 oct.) : *Page en blanc*
Dédié à la mémoire de feu Étienne Lebel, secrétaire-trésorier. Décédé le 24 octobre 1906.
Dedicated to the memory of the late Étienne Lebel sec-trés., who departed his life. October the 24th 1906.
- 1907 (4 nov.) : Georges Lebel est autorisé à "faire faire"

- une clôture en broche dans la ligne entre la Salle Publique et l'emplacement de M. Eugène Hamel.
- 1909 (3 mai) : Le taux alloué pour les terrains de voirie : \$1.50 par jour pour un homme "CAPABLE", 2.50\$ par jour pour un homme avec attelage simple, \$3.50 par jour pour un homme avec attelage double.
- Volume I, p. 751 : *Notes sur cette page* : M. WILLIAM EDWARD WADLEIGH, DÉCÉDÉ LE 21 JANVIER 1895.
- Volume I, dernière page : RUFUS WADLEIGH, NÉ EN 1801, PREMIER ENFANT BLANC DU CANTON DE KINGSEY, DÉCÉDÉ LE 5 MARS 1859 À L'ÂGE DE 58 ANS, EST ENTERRÉ SUR LA TERRE DE SON PÈRE.
(*Oxbow ; propriétaires en 2005 : M. Alvida Therrien et fils.*)
- 1911 (6 mars) : Le Conseil accorde à Narcisse Leclerc et à Moïse Smith, la permission de tenir, pour chacun, un hôtel de tempérance et maison d'entretien public tel que demandé.
- 1911 (5 juin) : Il est adopté que M. soit envoyé à L'HÔTEL-DIEU DE NICOLET et que le Conseil paye 5 piastres par mois pour son entretien.
- 1913 (7 avr.) : Les services de PERREAULT ET PERREAULT, avocats d'Arthabaska, sont retenus pour les besoins de la Municipalité.
- 1913 (14 nov.) : M. Eugène Caillé est engagé secrétaire-trésorier avec un salaire de \$90 (piastres) par année, en remplacement de M. George Connolly, démissionnaire.
- 1914 (5 oct.) : Il est adopté que M. Orlando Shaw et M. Richard Beard soient autorisés de voir à placer Mme dans le LADIES PROTESTANT HOUSE de Québec, aux frais de la MUNICIPALITÉ.

- 1916 (7 août) : Résolution demandant que le secrétaire-trésorier soit autorisé d'écrire à M. Hector Laferrière, M. P. P. pour le comté de Drummond, pour obtenir du ministre de la voirie 50% des travaux d'empierrement et de minage que ce Conseil se propose d'exécuter dans les chemins de la Municipalité.
- 1919 (3 févr.) : MM. Joseph Bernier, William T. Shaw, Arthur Lebel, Ernest Lebel, Eugène Caillé sont nommés sur le "COMITÉ DE BIENVENUE aux soldats de retour du front", tel que demandé par un circulaire venant du COMITÉ DE REPATRIEMENT DES SOLDATS À OTTAWA.
- 1919 (4 août) : On demande que les marchands soient "notifiés" de se conformer à la LOI DE L'OBSERVANCE DU DIMANCHE et que M. Georges Lebel soit nommé pour faire respecter cette loi.
- 1921 (4 avr.) : Le Conseil de la Municipalité impose une licence annuelle pour toutes les personnes exerçant le métier de colporteur.
- 1924 (4 févr.) : Il a été adopté à l'unanimité qu'on défende à toute personne de glisser dans les chemins municipaux, surtout dans le village.
- 1924 (24 juin) : Le secrétaire-trésorier a la permission de tenir son bureau sur le lot 12A du 5^e rang, bâtisse de CAILLÉ ET FRÈRES.
- 1926 (5 juill.) : Le secrétaire-trésorier a été autorisé d'écrire à MM. Adrien et André Gingras de Warwick, que ce Conseil les "avertit" de ne plus venir vendre de bière ou autres spiritueux dans les limites de la Municipalité.
- 1928 (3 juill.) : Le Conseil édicte le règlement suivant : IL SERA ET IL EST PAR LES PRÉSENTES, RÈGLEMENT PROHIBÉ À TOUT

VÉHICULE MOTEUR D'ALLER À UNE VITESSE DE PLUS DE 20 MILLES À L'HEURE DANS LES LIMITES DU VILLAGE DE SAINT-FÉLIX ET CELA SOUS PEINE D'UNE AMENDE DE \$10.00 POUR CHAQUE INFRACTION.

1930 (3 nov.) : Il est adopté par le Conseil que le secrétaire-trésorier reçoive instruction d'écrire à l'honorable Hector Laferté afin d'obtenir notre part de l'argent voté par Ottawa relativement au chômage.

1932 (4 avr.) : Une résolution est adoptée qui autorise de faire fermer tous les chemins municipaux pour la circulation des autos et camions lorsque le Gouvernement fermera la circulation des routes nationales pour le temps du dégel.

1933 (3 juill.) : Il est résolu qu'une demande soit faite

au Gouvernement fédéral d'établir une zone de "tuberculisation" des animaux sur tout le territoire de la Municipalité.

1933 (Volume 5, p. 13) DEDICATED TO THE MEMORY OF MR. JAMES BROWN, CONCILLOR OF THE MUNICIPALITY SINCE 1919, WHO DIED ON NOVEMBER 14TH 1933. R.I.P.

DÉDIÉ À LA MÉMOIRE DE M. JAMES BROWN, CONSEILLER DE LA MUNICIPALITÉ DEPUIS 1919, DÉCÉDÉ LE 14 NOVEMBRE 1933. R.I.P.

1936 (4 mai) : Résolution demandant que le constable municipal soit autorisé de défendre le jeu de balles ainsi que de l'emploi de frondes pour lancer des pierres dans les chemins du village.

1937 (6 déc.) : Le Conseil appuie la quête demandant à la COMPAGNIE SHAWINIGAN POWER d'entrer en "pourparler" au sujet de

- l'installation d'une ligne d'éclairage dans la Municipalité. \$600.00 par année à compter du premier janvier, soit l'équivalent de \$11.53 par semaine.
- 1939 (3 jan.) : RÈGLEMENT N° 185 - Règlement à l'effet de pourvoir d'éclairage une partie de la Municipalité - "IL EST ATTENDU QU'IL EST DE L'INTÉRÊT DES CONTRIBUABLES DE LA MUNICIPALITÉ QU'UN SYSTÈME D'ÉCLAIRAGE PUBLIC SOIT INSTALLÉ DANS LES RUES DU VILLAGE."
- 1939 (3 juill.) : Résolution demandant avec INSTANCE la construction d'un chemin en asphalte dans les rues du Village, vu la situation intolérable qui existe à cause de la poussière dans les maisons en été.
- 1941 (3 nov.) : Règlement n° 195 pour une taxe ou licence pour tous les chiens gardés dans les limites de la Municipalité.
- 1943 (4 jan.) : Le salaire du secrétaire-trésorier est fixé à
- 1945 (7 mai) - Texte : EN CE JOUR, L'ALLEMAGNE A CAPITULÉ. UNE GRANDE FÊTE A LIEU CE SOIR. NOUS, CANADIENS-FRANÇAIS ET CANADIENS-ANGLAIS ... FRATERNISERONS EN UNE GRANDE ASSEMBLÉE À LA SALLE DE LA COOPÉRATIVE.
- 1946 (4 févr.) : Il est résolu que la demande de M. René Lebel concernant l'établissement d'une "LIGNE D'AUTOBUS" de Saint-Félix à Richmond soit approuvée.
- 1947 (5 mai) : Il est résolu à l'unanimité que ce Conseil appuie fortement le Conseil de Saint-Lucien relativement à la fermeture de la traverse entre Saint-Lucien et l'Avenir.
- 1949 (7 févr.) : Il est résolu que le secrétaire-trésorier reçoive instruction de

"notifier" tous les marchands, restaurants et commerçants de la paroisse, qu'une assemblée sera tenue au presbytère, le 16 février 1949 au sujet de la vente de marchandises le dimanche.

1950 (2 oct.) : Il est résolu que le maire soit autorisé de vendre la vieille SALLE PUBLIQUE et l'emplacement à M. Robert Bourbeau au prix de \$150.00 payé comptant et que pour l'avenir, le Conseil de la Municipalité tiendra ses séances à la SALLE DE LA COOPÉRATIVE.

1951 (5 sept.) : Une demande est faite à la COMPAGNIE SHAWINIGAN WATER AND POWER CO. de bien vouloir électrifier la balance du chemin de Richmond ainsi que le rang de la Rivière. "CES CONTRIBUABLES ONT LES MÊMES BESOINS ET LES MÊMES DROITS QUE LES AUTRES CONTRIBUABLES."

1952 (7 avr.) : Il est résolu que

ce Conseil demande avec instance à l'Honorable M. MARTIN, ministre de la Santé, de bien vouloir émettre des chèques "bilingues" à toutes les personnes âgées de 70 ans et plus, dans les dix provinces du Canada et non pas seulement au Québec.

1954 (7 sept.) - *page en blanc*

DÉDIÉ À LA MÉMOIRE DE M. PHILLIPE LAMOUREUX ÂGÉ DE 53 ANS ET 6 MOIS, TROISIÈME MAIRE DÉCÉDÉ LORSQU'IL ÉTAIT EN FONCTION, 1^{ER} SEPTEMBRE 1954. R.I.P.

NOTE - *Le premier maire décédé en fonction est M. Edward Wadleigh en 1894. Le deuxième maire décédé en fonction est M. Edouard Chainey en 1898.*

1955 (4 avr.) : Passation du règlement pour abolir et fermer le chemin de front le long de la rivière Saint-François : "À PARTIR DE LA LIGNE NORD-OUEST DU CIMETIÈRE PROTESTANT JUSQU'À LA LIGNE SUD-EST DU

LOT 17A DU 3^E RANG."

Saint-Félix et Saint-Cyrille
du 7^e rang.

1961 (6 févr.) : Le secrétaire-trésorier, M. Eugène Cail-
lé, remet sa démission
après 48 ANNÉES DE FONC-
TION, à cause de maladie
(engagé le 4 nov. 1913) et
il est résolu que cette dé-
mission soit acceptée
pour prendre effet le 1^{er}
mars 1961. C'est avec re-
gret que le Conseil a ac-
cepté son départ.

1967 (6 févr.) : Il est résolu
que le Conseil du Canton
de Kingsey accorde à la
COMPAGNIE DU TÉLÉ-
PHONE BELL, l'autorisation
d'installer une remorque
pour une période d'un an
sur le terrain en attendant
l'outillage requis pour le
fonctionnement d'un nou-
veau local.

1963 (24 oct.) : Réunion spé-
ciale - Le Conseil procède
à l'ouverture de 14 sou-
missions reçues pour l'ou-
verture et l'entretien des
chemins d'hiver pour l'an-
née 1963-64 pour 5 zones.

1970 (2 mars) :
Règlement n° 254 -
De créer une COMMISSION
DE LOISIRS. ATTENDU QUE
CE CONSEIL JUGE À PRO-
POS ET D'INTÉRÊT PUBLIC
DE CRÉER ET D'ÉTABLIR
UNE COMMISSION POUR
L'ADMISSION DES LOISIRS
DANS LA MUNICIPALITÉ DE
SAINT-FÉLIX.

1964 (15 juill.) : Il est résolu
qu'une demande spéciale
soit faite à notre ministre
M. BERNARD PINARD, de-
mande faite conjointe-
ment du Conseil munici-
pal et de la Commission
scolaire, de faire aussitôt
que possible le raccorde-
ment en asphalte entre

1972 (10 oct.) : Il est résolu
que la Salle Municipale
soit offerte gratuitement
aux organismes de la pa-
roisse. Lorsqu'il s'agira des
jeunes, un responsable de-
vra être présent.

1976 (5 juill.) :

Règlement n° 261-

Que les LIMITES DU VILLAGE soient déterminées comme suit : chez Équipement agricole Côté vers Kingsey Falls, la clôture du cimetière catholique près de M. Willie Leclerc sur le rang 6. La ligne de division entre M. Gaston Gagné et M. Claude Lebel sur le chemin de Richmond et Mme Jean-Paul Robidas, chemin Saint-Lucien. De plus, aucune roulotte ne pourra s'installer à moins d'un mille sur ces quatre chemins mentionnés.

1977 (7 mars) : Il est résolu que le secrétaire-trésorier soit autorisé d'envoyer une lettre à chacun des épiciers licenciés du village pour les avertir d'user de prudence pour la vente de bière aux personnes mineures.

1978 (27 févr.) : Résolu que la

Corporation du Canton de Kingsey proteste énergiquement contre le fait que la revue municipale soit toujours publiée en retard et que demande soit faite au responsable pour que la publication ne dépasse pas le 20 du mois courant et que la copie de cette résolution soit envoyée à la REVUE MUNICIPALE.

1978 (6 nov.) : Il est résolu que le Conseil accepte de payer les billets d'entrée pour les membres du Conseil et leur épouse qui pourront être présents à la soirée des fêtes du CLUB DES ADMINISTRATEURS MUNICIPAUX actifs qui aura lieu à la FLÈCHE D'OR, le 8 décembre 1978.

1979 (5 févr.) : Que demande soit faite au Ministère des Affaires Municipales afin d'avoir l'aide technique nécessaire à la préparation de notre dossier pour obtenir notre décret auprès

- de la Commission du zonage agricole.
- 1979 (5 mars) : Il est résolu que le Conseil proteste énergiquement contre le fait que des résidants soient desservis par le bureau de poste de Richmond. Nous demandons que ces mêmes résidants soient desservis par le BUREAU DE POSTE DE SAINT-FÉLIX-DE-KINGSEY.
- 1980 (1 déc.) : LOI 125 - La loi sur L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME, entrée en vigueur le 15 avril 1980.
- 1981 (2 févr.) :
Règlement 275 -
Considérant qu'en vertu de la loi, une municipalité peut faire des règlements pour aider à l'établissement et au maintien d'une BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE gratuite.
- 1982 (7 juin) : LA CORPORATION DE KINGSEY CANTON demande à être désignée zone sinistrée pour les dommages des inondations survenues les 17 et 18 avril 1982.
- 1983 (6 juin) : Considérant que la Municipalité du Canton de Kingsey fait partie de la M.R.C. DRUMMOND, il est résolu à l'unanimité que les journaux LA PAROLE et L'EXPRESS de Drummondville soient envoyés gratuitement dans chaque foyer de la Municipalité du Canton de Kingsey.
- 1984 (3 janv.) :
Règlement n° 279 - IL EST RÉSOLU QUE TOUTES LES MAISONS ET QUE TOUTES LES RÉSIDENCES SECONDAIRES DE LA MUNICIPALITÉ DU CANTON DE KINGSEY SOIENT NUMÉROTÉES.
- 1985 (3 juin) : Il est résolu que MADAME IRÈNE LEBEL soit nommée responsable de la BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE.

- 1986 (17 nov.) : Il est résolu que la Municipalité du Canton de Kingsey appuie le projet de M. Hugues Campagna pour faire une traverse sur la rivière Saint-François entre les municipalités de l'Avenir et de Kingsey.
- 1987 (6 avr.) : Résolu que le Conseil accepte de faire l'achat du matériel nécessaire pour se conformer à la loi des NON FUMEURS dans les édifices publics.
- 1988 (7 janv.) : Prévisions budgétaires de la Municipalité pour l'année 1988. Ces prévisions budgétaires sont de \$315,000.00 et le taux de la taxe foncière est de \$0.62 du cent dollars d'évaluation.
- 1989 (6 mars) : Il est résolu que les textes devant servir à décrire les origines du canon et les débuts de la colonisation de notre paroisse soient écrits en français et en anglais.
- 1989 (20 nov.) : Il est résolu à l'unanimité que le Conseil accepte de verser une subvention de \$750.00 au CLUB DE L'ÂGE D'OR de Saint-Félix pour aider à défrayer les frais des dix soirées au Centre Eugène Caillé (payable par "tranches" de \$75.00).
- 1990 (2 juil.) : Il est résolu que le Conseil accepte de faire l'achat d'une peinture de MME MURIELLE GIROUX représentant les ARMOIRIES DE LA MUNICIPALITÉ pour le CENTRE EUGÈNE CAILLÉ.
- 1991 (2 juill.) : Il est résolu unanimement que la Municipalité ne fera plus aucun remplissage de piscine ni aucun transport d'eau avec ses CAMIONS-CITERNES.
- 1992 (6 avr.) : Il est résolu que le Conseil accepte de faire préparer par M. Dominic Lachapelle un panneau mural de 4' par 8' pour

- souligner les FÊTES DU 150^E ANNIVERSAIRE DE LA VIE RELIGIEUSE DE NOTRE PAROISSE.
- 1993 (1 févr.) : Il est résolu que le maire et le secrétaire-trésorier soient autorisés à signer la convention de réalisation à intervenir entre le gouvernement du Québec et la Municipalité du Canton de Kingsey relativement à l'exécution et au financement des "ouvrages requis" pour L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES MUNICIPALES. En octobre 1993, la municipalité du Canton de Kingsey, engage Mme Francine Lalancette Lebel et M. Richard Vachon, afin qu'ils acquièrent la formation nécessaire pour procéder au traitement des eaux usées du village.
- 1994 (1 août) : Résolu que la Municipalité ne remplisse plus d'extincteurs pour les citoyens parce que cette
- activité n'est pas couverte par nos assurances.
- 1995 (8 mai) : Il est unanimement résolu que chaque personne qui endommage une pancarte appartenant à la Municipalité devra en défrayer les coûts de réparation ou de remplacement sur réception d'une facture.
- 1995 (5 juin) : Il est résolu de confier à Mme Francine Lalancette le soin d'organiser une journée PORTES OUVERTES, le 9 juillet suivant, à la STATION D'ÉPURATION de notre Municipalité.
- 1997 (3 févr.) : On demande de ne plus aller démolir les BARRAGES À CASTORS" sur notre territoire à moins que nos chemins soient en danger.
- 1998 (2 mars) : ZONE SINISTRÉE -VERGLAS - 5 janvier : Unanimement résolu d'appuyer les déneigeurs

de notre municipalité dans leur demande de compensation financière suite à la tempête de verglas survenue sur notre territoire en janvier 1998. Les déneigeurs ont accompli un travail exceptionnel tout au long de la situation d'urgence.

1999 (sept.) AVIS DE CHANGEMENT Municipalité de Saint-Félix-de-Kingsey : La MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE, Mme Louise Arel, donne avis qu'elle a approuvé en date du 25 octobre 1999, conformément à l'article 25 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale L.R.O.C.O-9, la demande du changement de nom du Canton de Kingsey pour lui donner le nom de MUNICIPALITÉ DE SAINT-FÉLIX-DE-KINGSEY, située dans la municipalité régionale du comté de Drummond. Publication à la Gazette officielle de Québec, le 13

nov. 1999.

2000 (3 avr.) : SERVICE 911 - Il est unanimement résolu que le maire et la secrétaire-trésorière soient autorisés à signer l'entente à intervenir entre la ville de Drummondville et la Municipalité de Saint-Félix-de-Kingsey pour la gestion du service centralisé d'appels d'urgence 9-1-1.

2001 (5 mars) : Il est résolu d'autoriser l'installation des lignes téléphoniques pour l'accès Internet au bureau municipal et à la bibliothèque. Il est également résolu d'autoriser l'abonnement au service d'accès INTERNET SYMPATICO.

2001 (7 mars) : Il est résolu de demander à la COMMISSION DE TOPONYMIE l'officialisation du GENTILÉ KINGSÉEN ET KING-SÉENNE pour les résidents et résidentes de Saint-Félix-de-Kingsey.

2002 (4 mars) :

LES ENTREPRISES

- . LES BOIS JOINTÉS KINGSEY
- . DUROCHER TRANSIT
- . GIGUÈRE ET MORIN INC.
- . SPIRALCO

ont engagé des femmes dans leurs entreprises. La Municipalité est reconnaissante à ces entreprises qui ouvrent leurs portes aux FEMMES pour leur donner du travail, traditionnellement masculin.

2003 (2 juin) : INTERDIC-

TION : Règlement n° 495,

Article 33 :

IL EST INTERDIT À QUI-

CONQUE DE SE TROUVER DANS UN PARC DE LA MUNICIPALITÉ ENTRE 23 H ET 6 H, SAUF LORSQUE LE CONSEIL DÉTERMINE LES HEURES D'OUVERTURE LORS D'UNE FÊTE POPULAIRE OU D'UNE ACTIVITÉ SPÉCIALE.

2004 (1 mars) : AUTORISA-

TION : Cartes de guichet :

Il est résolu à l'unanimité des conseillers, d'autoriser la secrétaire-trésorière et son adjointe à obtenir chacune une CARTE MULTISERVICES DES JARDINS AFFAIRES pour effectuer les dépôts automatiques.

AUTRES REPÈRES CHRONOLOGIQUES

- * 1945 : Aménagement d'une salle paroissiale au-dessus de la meunerie.
- * 1946 : Ouverture d'une coopérative de consommation L'ÉRABLIÈRE.
- * 7 déc. 1946 : La BEURRERIE est incendiée. On la reconstruit en 1947.
- * 1948 : Un poste de séchage de la caséine est aménagé.
- * 1969 : La fabrication et la livraison de la moulée en vrac se fait grâce à une construction nouvelle.
- * 1982 : FUSION DE LA COOPÉRATIVE AGRICOLE DE SAINT-FÉLIX-DE-KINGSEY AVEC LA

Saint-Félix-de-Kingsey se raconte...

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE DES BOIS-FRANCS.

- * 1994 (sept.) : La population du village profite de la Station d'épuration des eaux.
- * 1997 (déc.) : Le Conseil accueille une première femme dans ses rangs, en la personne de Mme Line Bélisle, conseillère au siège n° 3.
- * 1999, (janv.) : On encourage la population à faire de la récupération; la municipalité munit ses citoyens de bacs de récupération.



Sur le site d'une boulangerie incendiée en 1951, M. Lionel Girardin se construit un garage que la Municipalité acquiert en 1972 pour y aménager ses bureaux. On retrouvait tout à la fois, service d'incendie, garage municipal, salle du Conseil, bureau du secrétaire-trésorier et une salle municipale.



L'édifice municipal, nouvellement rénovée (été 2002) sous les soins de :
· l'architecte Robert Pelletier de la firme Demers Pelletier ,

- l'ingénieure Anne Chevrier de Terra-Expert conseils,
- Construction Bi-Bo,
- Stéphane Bélisle de Bélisle Construction,
- René Dubuc pour l'électricité.

2002: Relocalisation du service incendie dans dans de nouveaux locaux et réaménagement des locaux municipaux.

